

**AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSEILLER JURIDIQUE (H/F) AU PROFIT DU  
PROJET DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'ENTREPRENEURIAT POUR L'EMPLOI AU BENIN-FP2E  
(P175768)**

**1- CONTEXTE DE LA MISSION**

Le Bénin s'est engagé dans un processus de réforme de son sous-secteur de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) avec l'adoption en décembre 2019 de la Stratégie Nationale de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (SN-EFTP). Très tôt, le choix a été fait de mettre en œuvre la SN-EFTP à partir des secteurs économiques prioritaires identifiés par le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 comme moteurs de l'accélération de la croissance économique sur lesquels le Bénin doit fonder son développement. Ces secteurs prioritaires, au nombre de six (6), sont : l'agriculture, l'énergie, le numérique, le Tourisme-Hôtellerie et Restauration (THR), l'artisanat et l'ensemble constitué par le cadre de vie, les infrastructures et les transports. Le développement du capital humain de qualité est donc une priorité dans chacun de ces secteurs. L'objectif visé est de « former des professionnels épanouis et aptes à répondre aux besoins d'une économie stable, durable et inclusive ». De façon spécifique, il s'agit de : (i) améliorer les conditions d'accès et les performances de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) ; (ii) développer un système efficace de veille pour l'amélioration continue de l'employabilité des formés de l'EFTP ; (iii) développer une gouvernance plus inclusive, efficace et efficiente.

En appui à la mise en œuvre de la stratégie de l'EFTP sur la période 2022-2026, le Gouvernement du Bénin et la Banque mondiale ont convenu des actions financées par le Projet de Formation Professionnelle et d'Entrepreneuriat pour l'Emploi au Bénin (PF2E) pour un montant d'environ 300 millions de dollars US.

Le Projet FP2E dont la mise en vigueur est intervenue le 27 mai 2022 est placé sous la tutelle de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET). L'objectif de développement du projet est d'accroître l'accès de qualité à des services d'EFTP et le soutien à l'entrepreneuriat pour les bénéficiaires, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes.

La réalisation de cet objectif de développement se fait à travers la mise en œuvre de quatre (04) composantes, à savoir :  
Composante 1 : Renforcement de la réactivité et de la gouvernance de l'écosystème de l'EFTP.

Composante 2 : Améliorer la prestation des services d'EFTP.

Composante 3 : Promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs prioritaires.

Composante 4 : Renforcement des capacités, gestion et évaluation du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet, l'ADET lance le présent avis d'appel à candidature pour le recrutement d'un (e) conseiller (conseillère) juridique au profit dudit projet.

**2- TACHES ET RESPONSABILITES DU (DE LA) CONSEILLER (CONSEILLERE) JURIDIQUE**

Sous la responsabilité du Coordonnateur du projet, le(la) conseiller (conseillère) juridique aura à contribuer à l'élaboration des textes ou assurer la revue des textes réglementaires issues des différentes études sur les réformes du sous-secteur de l'EFTP.

Il/elle aura la charge de :

- participer à l'élaboration des textes en donnant les orientations au consultant en charge des études ;
- contribuer à la finalisation des textes élaborés par les consultants recrutés sur les différentes réformes ;
- travailler avec la Cellule juridique du MESFTP et le Conseiller technique juridique du Ministre pour la mise en conformité des textes élaborés et leur transmission à la Cellule juridique de la Présidence et au Conseil Nationale de l'Education ;
- assurer le suivi du traitement de ces textes par le CNE et la Cellule juridique de la Présidence de la République jusqu'à leur introduction en Conseil des Ministres ou à l'Assemblée nationale ;
- accompagner le parcours institutionnel de validation des textes de réforme proposés ;
- conseiller la Direction Générale de l'ADET ;
- coordonner toutes les activités liées aux besoins en assistance juridique du projet ;
- fournir des services professionnels, techniques, stratégiques et consultatifs ainsi que de l'expertise pour les autres membres de l'ADET et aux partenaires du projet ;
- assurer la rédaction et/ou la revue de contrats/conventions et autres documents juridiques du projet et de l'ADET ;

- analyser les risques juridiques liés aux contrats/conventions;
- participer aux négociations des contrats/conventions ;
- suivre les contentieux relatifs à l'exécution des contrats/conventions;
- exécuter toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées par le Coordonnateur du projet ou son supérieur hiérarchique.

### 3- PROFIL REQUIS POUR LE POSTE DU (DE LA) CONSEILLER (CONSEILLERE) JURIDIQUE

#### Qualifications et expériences minimales requises :

- avoir au moins un diplôme de niveau Bac+5 au moins en droit des affaires, droit public, droit privé ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir au moins huit (08) ans d'expériences professionnelles pertinentes, préférablement dans une structure juridique de l'administration publique, un cabinet d'avocats national ou international ;
- avoir au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans l'élaboration des textes réglementaires (lois, décrets, arrêtés, etc.) du secteur de l'éducation ;
- avoir au moins deux (02) ans d'expériences au poste de Conseiller juridique dans le cadre des projets/programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers ;
- avoir au moins une expérience sur des missions relatives au développement des textes et réglementations à mettre en place dans le secteur de l'éducation et plus particulièrement dans le sous-secteur de l'EFTP ;
- avoir au moins une expérience dans le cadre de la mise en œuvre des réformes sur l'EFTP serait un atout ;
- avoir de solides compétences en matière de préparation de textes réglementaires sectoriels ou de documentation juridique complexe incluant des mémoires, des notes de cadrage, des opinions juridiques, des accords d'investissement et toute autre document connexe ;
- avoir des compétences avérées en matière de coordination et une aptitude à travailler sous pression dans un environnement exigeant, d'effectuer plusieurs tâches et de respecter les échéances ;
- avoir des capacités à communiquer et à rédiger en français et en anglais.

#### Personnalité, Qualité et aptitude :

- Leader, organisé et rigoureux ;
- Honnête et intègre ;
- Solides aptitudes pour la communication, le travail en équipe, les relations interpersonnelles, la rédaction et l'analyse.

### 4- COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est composé de :

- une lettre de motivation précisant le poste et sa référence adressée à Monsieur le Directeur Général de l'ADET ;
- un Curriculum Vitae détaillé ;
- les photocopies des diplômes et attestations de formations obtenus ;
- les photocopies des attestations de travail justifiant les expériences professionnelles ;
- la photocopie du certificat de nationalité ;
- une copie de la pièce d'identité/Passeport en cours de validité.

L'ADET se réserve le droit de réclamer les originaux aux fins de vérification.

### 5- DEPÔT DE DOSSIER

Le dossier de candidature doit être contenu dans une enveloppe scellée et doit porter la mention « **Candidature pour le poste de Conseiller juridique du PROJET DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'ENTREPRENEURIAT POUR L'EMPLOI AU BENIN-FP2E (P175768)** ».

Les candidatures sont reçues au plus tard le 05/06/2024, tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, au Secrétariat de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET), sis au 4ème Etage de l'immeuble COOP GANJI- COTONOU, Tél. : +229 53 22 22 22. ✓

NB : Tout dossier de candidature déposé hors délai, transmis par adresse électronique ou déposé sous pli non scellé sera rejeté.

## 6- SELECTION

La sélection se fera en deux étapes à savoir :

- La présélection sur étude de dossiers des candidatures reçus ;
- La sélection qui interviendra après un entretien d'embauche avec les candidats présélectionnés.

Seuls les candidat (e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

L'ADET se réserve le droit de ne pas donner suite à l'avis de recrutement, sans aucun préjudice

Cotonou, le **22 MAI 2024**

Pour l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique,  
Le Directeur Général



**Fructueux S. AHO**